

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/AHG/W/160

26 mars 2004

(04-1380)

Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail de la mise en œuvre

Original: anglais

ARTICLE 13 – RÉVISION JUDICIAIRE, ARBITRALE OU ADMINISTRATIVE

Communication de l'Australie

La communication ci-après, datée du 25 mars 2004, est distribuée à la demande de la délégation de l'Australie.

Pour aider le Groupe de travail de la mise en œuvre dans son examen de la mise en œuvre de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC, l'Australie communique le document ci-après, qui présente les grandes lignes du système australien de révision judiciaire.

Cadre législatif

La législation antidumping de l'Australie, c'est-à-dire la Partie XVB de la *Loi douanière de 1901* (Loi douanière) et la *Loi de 1975 sur le tarif des douanes (droits antidumping)*, ne comprend pas de dispositions relatives aux tribunaux ou aux procédures judiciaires comme il est prévu à l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC. La raison en est que la *Loi de 1977 sur la révision judiciaire des décisions administratives* prévoit la possibilité de demander la révision judiciaire de toute décision administrative, y compris les décisions relatives aux enquêtes antidumping et aux enquêtes en matière de subventions, par la Cour fédérale australienne.

En plus de ce droit à la révision judiciaire énoncé dans la Loi sur la révision judiciaire des décisions administratives, la Partie XVB de la loi douanière prévoit l'établissement d'une autorité de révision administrative, en la personne du fonctionnaire chargé du réexamen des mesures commerciales.

Révision judiciaire

La Loi sur la révision judiciaire des décisions administratives dispose que toute personne qui s'estime lésée par une décision administrative prise en application d'une loi ou par un comportement ayant conduit à une telle décision ou à l'absence d'une telle décision peut en demander la révision par la Cour fédérale. Dans le cadre de la révision judiciaire, la Cour n'examine pas le fond de l'affaire, mais seulement la procédure de prise de décisions. Si elle conclut qu'un ou plusieurs des motifs de révision prévus par la Loi sur la révision judiciaire des décisions administratives sont établis, elle peut, dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, ordonner des mesures en réparation de l'acte illicite. L'annexe 1 de la loi contient la liste des catégories de décisions auxquelles la loi ne s'applique pas.

La demande en révision judiciaire doit être motivée et déposée devant la Cour en général dans les 28 jours suivant celui de la remise au requérant d'un document énonçant les termes de la décision.

La Loi sur la révision judiciaire des décisions administratives énumère un certain nombre de motifs de révision.

Les motifs de révision judiciaire sont les suivants:

- violation des règles de la justice naturelle en relation avec la prise de décisions;
- inobservation de formes prescrites par la loi en relation avec la prise de décisions;
- incompétence de l'autorité qui a pris la décision;
- détournement du pouvoir de décision;
- la décision n'était pas autorisée par la loi;
- erreur de droit;
- la décision était entachée de fraude;
- absence de preuves des faits justifiant la décision;
- la décision était par ailleurs contraire à la loi.

Le détournement de pouvoir comprend les éléments suivants:

- prise en considération d'un élément non pertinent;
- défaut de prise en considération d'un élément pertinent;
- exercice d'un pouvoir à une fin autre que celles en vue desquelles il est conféré;
- exercice de mauvaise foi d'un pouvoir discrétionnaire;
- exercice d'un pouvoir discrétionnaire en conformité avec les instructions d'un tiers;
- exercice d'un pouvoir discrétionnaire en conformité avec une politique, sans égard aux circonstances particulières;
- caractère arbitraire;
- exercice d'un pouvoir d'une manière conduisant à un résultat incertain;
- abus de pouvoir.

Les mesures que la Cour peut ordonner dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, lorsqu'elle est saisie d'une requête en révision, sont énumérées dans la Loi sur la révision judiciaire des décisions administratives.

La Cour peut ordonner, ensemble ou séparément, les mesures suivantes:

- annulation de la décision;
- renvoi de la décision à son auteur pour réexamen;
- déclaration des droits des parties;
- ordonnance de faire ou de ne pas faire, selon ce que la Cour juge nécessaire pour rendre justice entre les parties.

Révision administrative

La division 8 de la Partie XVB de la loi douanière a établi une autorité de révision administrative: le fonctionnaire chargé du réexamen des mesures commerciales.

Contrairement à ce qui se passe dans le cadre de la révision judiciaire, le fonctionnaire chargé du réexamen des mesures commerciales peut se substituer à l'auteur de la décision en prenant lui-même une nouvelle décision. Il a pour rôle de contrôler certaines décisions prises par le Ministre

ou par le Directeur général de l'Administration des douanes australiennes en rapport avec des enquêtes antidumping ou des enquêtes en matière de subventions.

Sa fonction est purement de contrôle, et se limite à apprécier les constatations finales du Ministre et certaines décisions prises par le Directeur général de l'Administration des douanes australiennes, y compris la décision de rejeter une demande concernant des mesures en cas de dumping ou de subventionnement au stade de l'examen préliminaire, ou la décision de mettre fin à une enquête, à la lumière des arguments invoqués dans la demande en révision.

Le contrôle auquel procède le fonctionnaire chargé du réexamen des décisions commerciales se fonde sur les renseignements versés au dossier d'enquête de l'Administration des douanes australiennes. Les parties ne peuvent pas introduire, au stade du réexamen, des informations qui n'avaient pas été communiquées à l'Administration des douanes australiennes ou au Ministre au moment où a été prise la décision dont le réexamen est demandé. Le fonctionnaire chargé du réexamen des décisions commerciales ne peut pas non plus substituer sa décision à celle du Ministre. Il peut seulement recommander au Ministre:

- soit de confirmer la décision;
- soit de donner pour instruction au Directeur général de l'Administration des douanes australiennes d'enquêter à nouveau sur les constatations visées dans la demande en réexamen.

Après avoir réexaminé la décision du Directeur général de l'Administration des douanes australiennes, le fonctionnaire chargé du réexamen des mesures commerciales peut:

- soit confirmer la décision;
- soit annuler la décision et y substituer une nouvelle décision.

Toute personne qui est une partie intéressée à l'égard d'une décision susceptible de réexamen peut en demander le réexamen par le fonctionnaire chargé du réexamen des mesures commerciales. La demande doit être faite dans les 30 jours suivant la publication dans un journal d'un avis annonçant la décision. Les procédures applicables à ce réexamen sont régies par la division 9 de la Partie XVB de la loi douanière, qui traite, entre autres, de la notification du réexamen, de l'invitation des parties intéressées à présenter des communications et de la tenue du dossier public des réexamens.

Toute partie qui, ayant demandé le réexamen d'une décision par le fonctionnaire chargé du réexamen des mesures commerciales, n'est pas satisfaite de la recommandation faite ou de la décision prise par celui-ci peut faire appel de cette décision devant la Cour fédérale australienne en application de la Loi sur la révision judiciaire des décisions administratives.
